



HAL
open science

Comment rebâtir Notre-Dame? Une histoire immédiate de controverses architecturales enchâssées.

Julien Bastoen

► To cite this version:

Julien Bastoen. Comment rebâtir Notre-Dame? Une histoire immédiate de controverses architecturales enchâssées.. Transversale. Histoire: architecture, paysage, urbain, 2022, pp.92-105. hal-03893005

HAL Id: hal-03893005

<https://hal.science/hal-03893005v1>

Submitted on 5 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ouverture

02. Gilles-Antoine LANGLOIS

Dossier

08. La redécouverte des monuments antiques de l'Algérie poussée par la reconstruction des parties manquantes : Tébéssa dans l'oeuvre d'Albert Ballu
Amel BENGUEDDA

22. Le cyclone de 1928 en Guadeloupe : dimensions politiques et littéraires d'un catalyseur de modernisation
Sophie PAVIOL

34. La reconstruction du bâti agricole en Normandie après la Seconde Guerre mondiale
Stéphanie DUPONT, Patrice GOURBIN et Philippe MADELINE

46. Ruines fantasmées, ruines restaurées : La quête romantique des New Georgians dans l'Angleterre des années 1980
William TERRIER

56. Rénovation et reconstruction au prisme de l'initiative habitante, les cas de Thu Thiem et de Mossoul
Rita KHALAF et Phuoc Van Anh NGUYEN

68. Reconstruction post-catastrophe en Haïti, opportunité ou récursivité ? La question de la réparation dans le processus de relèvement
Astrid LENOIR

80. Le processus de reconstruction du château de Berlin : choix d'urbanisme, matérialité symbolique et mise en récit d'un imaginaire collectif
Elisa GOUDIN-STEINMANN

92. Comment rebâtir Notre-Dame ? Une histoire immédiate de controverses architecturales enchâssées
Julien BASTOEN

Chemins

108. Deux logis, une demeure : une référence ? Sur deux propriétés tricastines de la famille de Castellane au XVII^e siècle
Stanislas JACOT

114. Idéologies, identités, patrimoines. Approches au passé dans la France romantique et postrévolutionnaire (1820-1848)
Mario MIGLIACCIO

120. L'architecture comme modificateur social. Charles Robert Ashbee, théoricien, socialiste, architecte et designer Arts & Crafts
Benjamin BORNE

Matériaux de la recherche

128. Maison d'André Ravéreau à Foinikounta en Grèce : un patrimoine sensible
Marie GAIMARD

140. Tour de Catane
Fiona STAHL

Varia

150. La gentrification préurbaine : une dynamique agissant contre la résilience sociale
Randa A. MAHMOUD

160. La Torre David à Caracas : d'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays
Yaneira WILSON

170. Thèses de doctorat soutenues CRH - EVCAU 2021-2022



12€
ISSN : 2551-5071

transversale / 6 / décembre 2022

ENSA Paris Val-de-Seine



numéro 6 / décembre 2022

Reconstructions.
processus, matérialités, imaginaires





Fig. 1 – Vue générale du chantier de restauration de Notre-Dame.
© Julien Bastoen, Juin 2022.





Comment rebâtir Notre-Dame ?

Une histoire immédiate de controverses architecturales enchâssées

Julien BASTOEN

*Maître de conférences en Histoire et cultures architecturales
ENSA de Bretagne - GRIEF*

« Le caractère bouleversant voire spectaculaire de l'accident, plus encore que celui de la panne – à moins qu'elle soit d'une ampleur exceptionnelle –, détermine leur potentiel médiatique et leur capacité à frapper les esprits¹ ». L'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, qui s'est déclaré le 15 avril 2019, correspond sans nul doute à cette définition.

S'il peut passer pour unique, cet événement n'en demeure pas moins un élément d'une série d'accidents similaires qui l'ont précédé et suivi, en particulier les deux incendies subis par la cathédrale de Nantes, en 1972 puis 2020. De quoi, dès lors, est-il le révélateur ? Dans quelle mesure les débats et controverses qui ont suivi l'accident et accompagné le projet de restauration de ce monument historique nous informent-ils sur l'état de la scène architecturale et patrimoniale française ?

Nous avons volontairement laissé de côté les polémiques concernant le futur réaménagement intérieur de la cathédrale pour nous concentrer sur celles qu'ont soulevé les enjeux techniques et esthétiques de la restauration de la toiture et de la flèche de la cathédrale dans les médias français, sans toutefois chercher l'exhaustivité. La prolifération de dossiers spéciaux ou de feuilletons documentaires dans les magazines, revues et journaux, dans un effort de vulgarisation ou de mise en intrigue du chantier de sauvetage et de restauration², nous a incité à resserrer notre attention sur la représentation et la polarisation des architectes dans la presse généraliste et spécialisée.

Notre hypothèse est que l'allocution présidentielle du 16 avril 2019, en anticipant la réouverture de la cathédrale en 2024, a considérablement conditionné la teneur et la structuration des débats sous la forme de controverses gigognes, qui ont à leur tour réactivé certaines controverses non résolues qu'il s'agira d'identifier.

1. LAMBERT, Guy et RAVEUX, Olivier, « Pannes et accidents, mises en question et révélateurs des relations entre techniques, économie et société (XIX^e-XXI^e siècle) », *Artefact*, n°11, 2019, p. 9-17.

2. POULOT, Dominique, « Une catastrophe patrimoniale : Notre-Dame de Paris, entre émotions et controverses », *Culture & Musées*, n°34, 2019. <http://journals.openedition.org/culturemusees/4245>, [Consulté le 31 mai 2022].



Polémique sur la protection insuffisante des Monuments historiques

Le « mouvement collectif improvisé³ » qui suit le sinistre rappelle, par une « mobilisation massive et indifférenciée [transcendant] les clivages sociaux et politiques⁴ », ceux qui ont suivi les incendies du parlement de Bretagne à Rennes, en février 1994, puis du château de Lunéville, en janvier 2003. Il s'en distingue néanmoins par son ampleur inédite, qui résulte de la conjonction d'une part, du statut d'élément patrimonial à la fois matériel et immatériel universellement reconnu de Notre-Dame⁵ et, d'autre part, de la couverture médiatique instantanément planétaire de l'incendie par une multiplicité de canaux d'information, des chaînes de télévision locales aux réseaux sociaux. Tout le spectre des réactions émotionnelles y est représenté. À la tristesse des uns répond la colère des autres. « Face à une atteinte sans coupable identifiable autre que le hasard ou les intempéries, c'est la désolation qui prime ; mais dès lors qu'un coupable peut être désigné, la désolation se mue en indignation, le plus souvent contre les pouvoirs publics, suspectés de passivité⁶ ». Ce risque que l'événement se transforme en affaire d'État est manifestement anticipé par Emmanuel Macron dès son allocution du 16 avril 2019, qui survalorise les émotions positives pour tenter de neutraliser les manifestations émotionnelles négatives et désamorcer aussi bien les théories complotistes que les procès en incurie⁷.

L'appel à l'union sacrée autour de la reconstruction de la cathédrale ne suffit pas à compenser la gestion hasardeuse par l'État de la communication sur les causes possibles du sinistre, excluant d'emblée l'acte intentionnel. Dès le soir de l'incendie, et aujourd'hui encore, les hypothèses les plus sérieuses comme les théories complotistes circulent sur les réseaux sociaux et certains sites spécialisés politisés ou non. « Accident, acte de vandalisme antichrétien, piste criminelle, attentat terroriste ? Tout a été envisagé⁸ ». L'absence, « très anormale⁹ », d'enquête administrative diligentée

3. FABRE, Daniel, « Catastrofe, scoperta, intervento o il monumento come evento », dans RICCI, Andreina (dir.), *Archeologia e urbanistica*, Florence : Edizioni all'Insegna del Giglio, coll. « Quaderni del Dipartimento di archeologia e storia delle arti, Sezione archeologia, Università di Siena », 2002, p. 19-29.

4. PECQUEUX, Anthony et TORNATORE, Jean-Louis, « Morale et politique dans le monument historique : l'incendie du château de Lunéville », dans FABRE, Daniel (dir.), *Émotions patrimoniales*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2013, p. 283-310.

5. DILLMANN, Philippe, LIÉVAUX, Pascal, MAGNIEN, Aline, REGERT, Martine (dir.), *Notre-Dame de Paris. La science à l'œuvre*, Paris : Le Cherche-Midi, 2022 ; GAUVARD, Claude, BOVE, Boris (dir.), *Notre-Dame de Paris. Une cathédrale dans la ville, des origines à nos jours*, Paris : Belin, 2022 ; GOETZ, Adrien, *Notre-Dame de l'humanité*, Paris : Grasset, 2019 ; RYKNER, Didier, *L'incendie de la cathédrale Notre-*

Dame de Paris, Montreuil : Gourcuff-Gradenigo, 2020.

6. HEINICH, Nathalie, « Esquisse d'une typologie des émotions patrimoniales », dans FABRE, Daniel (dir.), *Émotions patrimoniales, op. cit.*, p. 195-210.

7. MACRON, Emmanuel, allocution télévisée, 16 avril 2019. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/04/16/adresse-du-president-de-la-republique-a-la-nation> [Consulté le 31 mai 2022].

8. HOFSTEIN, Cyril, « Notre-Dame de Paris : les origines de « l'incendie du siècle » demeurent mystérieuses », *Le Figaro*, 17 avril 2019. <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/notre-dame-de-paris-les-origines-de-l-incendie-du-siecle-demeurent-mysterieuses-20200417>. [Consulté le 31 mai 2022].

9. Cour des Comptes, « La conservation et la restauration de Notre-Dame de Paris », synthèse du rapport, septembre 2020, p. 11.



par le ministère de la Culture, renforce l'impression d'un refus par l'État de faire la lumière sur d'éventuelles défaillances techniques ou humaines et d'en tirer les leçons. Pour certains habitués des controverses patrimoniales, comme l'historien de l'art Didier Rykner, l'incendie de Notre-Dame est aussi l'occasion d'interpeller l'État sur la récurrence de ce type d'accidents et sur les moyens à mettre en œuvre pour les prévenir, y compris durant le chantier de restauration de la cathédrale¹⁰.

Suivant les sources, entre 50 et 90% des incendies touchant les Monuments historiques surviendraient sur un chantier. Au moins 30% des départs de feu proviennent d'installations électriques défectueuses. Dans l'urgence, le ministre de la Culture Franck Riester ordonne un état des lieux très précis des systèmes de sécurité de 86 cathédrales, deux basiliques et une église dont l'État est propriétaire, avant d'élaborer en avril 2020 un plan « sécurité cathédrales », doté de 2 millions d'euros, s'ajoutant aux 40 à 45 millions d'euros affectés annuellement aux cathédrales. Le rapport de la Cour des Comptes rendu public en septembre 2020 conclut à l'enchevêtrement des responsabilités en matière de sécurité incendie et à l'insuffisance des moyens humains et techniques consacrés à la prévention des risques et à la surveillance du monument.

La ruine et le méga-événement : controverse sur le réalisme du calendrier

L'allocution présidentielle du 16 avril 2019 déclenche un second type de commentaires, focalisés cette fois sur le réalisme du calendrier annoncé pour l'achèvement du chantier de restauration :

« Nous avons tant à reconstruire. Alors oui, nous rebâtirons la cathédrale Notre-Dame plus belle encore, et je veux que cela soit achevé d'ici cinq années. Nous le pouvons, et là aussi, nous mobiliserons. Après le temps de l'épreuve viendra celui de la réflexion, puis celui de l'action, mais ne les mélangeons pas. Ne nous laissons pas prendre au piège de la hâte¹¹ ».

La décision de fixer un délai de cinq ans pour restaurer la cathédrale, de l'aveu même du président, « n'a reposé sur aucune analyse détaillée et forme d'expertise¹² ». Le sujet du délai provoque pourtant deux débats distincts, l'un questionnant son réalisme, l'autre sa moralité. L'inquiétude quant au réalisme du calendrier s'exprime notamment dans une tribune publiée par le quotidien *Le Figaro*, le 28 avril 2019, et signée par plus de 1170 spécialistes, universitaires et professionnels du

10. RYKNER, Didier, « Stupéfaction, colère et espoir », *La tribune de l'art*, 16 avril 2019. <https://www.latribunedelart.com/stupefaction-colere-et-espoir> [Consulté le 31 mai 2019].

11. SOULLIER Lucie, BELOUEZZANE, Sarah, ZAPPI, Sylvia, MESTRE, Abel, LEMARIE, Alexandre, « Notre-Dame : Macron appelle à la communion nationale », *Le Monde*, 17 avril 2019. [https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/04/17/notre-dame-macron-appelle-a-la-](https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/04/17/notre-dame-macron-appelle-a-la-communion-nationale_5451486_823448.html)

[communion-nationale_5451486_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/04/17/notre-dame-macron-appelle-a-la-communion-nationale_5451486_823448.html) [Consulté le 31 mai 2022].

12. LAROCHELLE, Jean-Jacques, « Macron « assume » la rapidité des travaux de reconstruction de Notre-Dame », *Le Monde*, 24 mai 2019. https://www.lemonde.fr/culture/article/2019/05/25/notre-dame-emmanuel-macron-assume-la-rapidite-des-travaux_5467071_3246.html [Consulté le 31 mai 2022].





patrimoine¹³. En marge de cette tribune, plusieurs personnalités en vue de la scène architecturale française contribuent soit à décrédibiliser, soit à confirmer la faisabilité d'une restauration en si peu de temps. Parmi les plus critiques, Jacques Ferrier soutient que « le temps de Notre-Dame de Paris, ce n'est pas le temps de Twitter. Donnons-nous d'abord un temps pour réfléchir à ce que doit être le projet, dans sa nature et son ampleur. [...] Cinq ans, cela me paraît bien court pour un tel ouvrage¹⁴ ». Philippe Villeneuve, l'architecte en chef des Monuments historiques (ACMH) en charge de la cathédrale, finit par arbitrer le débat en juin 2019, en assurant que ce délai n'est pas irréaliste, tant que l'état du monument ne s'aggrave pas, et si l'on considère que cet objectif ne s'applique pas à l'achèvement du chantier de restauration mais à la réouverture de la cathédrale au culte¹⁵, introduisant ainsi un distinguo par rapport à l'annonce présidentielle.

Au débat sur le réalisme du calendrier se superpose celui concernant sa moralité. « Un incendie ou toute autre forme de dégradation de monument historique n'est pas une situation relevant d'emblée de la morale, à la différence de situations impliquant des victimes humaines pour lesquelles l'absence d'émotion constitue une offense¹⁶ », soulignent les anthropologues Pecqueur et Tornatore, en ajoutant qu'« il y a cependant une spécificité patrimoniale qui autorise à qualifier cette situation de quasi morale d'emblée¹⁷ », dans la mesure où certaines émotions suscitées par la catastrophe patrimoniale peuvent apparaître plus appropriées que d'autres, plus dignes d'être source de mobilisation. Dans le cas de Notre-Dame, cette tentative de moralisation prend d'abord la forme d'une dénonciation de la polémique sur les délais, jugée indécente, alors même que personne n'est certain de pouvoir sauver ce qui reste de la cathédrale.

Filant la métaphore biologique, à l'instar du rédacteur en chef du *Monde* quelques semaines plus tard¹⁸, l'architecte Dietmar Feichtinger n'hésite pas à prendre position contre l'ancien ministre de la Culture emblématique de l'ère mitterrandienne :

13. « Notre-Dame : «Monsieur le président, ne dessaisissez pas les experts du patrimoine !» », *Le Figaro*, 28 avril 2019. <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/notre-dame-monsieur-le-president-ne-dessaisissez-pas-les-experts-du-patrimoine-20190428> [Consulté le 31 mai 2022].

14. MONIER-VINARD, Bruno, « Le temps de Notre-Dame de Paris n'est pas celui de Twitter », *Le Point*, 25 avril 2019.

15. « Notre-Dame : bataille autour de la vision et la méthode Macron », *Le Point*, 8 juin 2019. https://www.lepoint.fr/societe/notre-dame-bataille-autour-de-la-vision-et-la-methode-macron-08-06-2019-2317696_23.php [Consulté le 31 mai 2022].

MERLE, Sylvain, « Restaurer Notre-Dame en cinq ans, c'est jouable », *Le Parisien*, 17 juillet 2019. <https://www.leparisien.fr/culture-loisirs/restaurer-la-cathedrale-notre-dame-en-cinq-ans-c-est-jouable-17-07-2019-8119143.php> [Consulté le 31 mai 2022].

16. PECQUEUX, Anthony et TORNATORE, Jean-Louis, « Morale et politique dans le monument historique... », *loc. cit.*

17. *Ibid.*

18. GUERRIN, Michel, « Pendant que les médecins luttent pour que Notre-Dame ne s'écroule pas, d'autres débattent de son avenir radieux », *Le Monde*, 7 juin 2019. https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/06/07/pendant-que-les-medecins-luttent-pour-que-notre-dame-ne-s-ecroule-pas-d-autres-debattent-de-son-avenir-radieux_5472544_3232.html [Consulté le 31 mai 2022].



« Prenons du recul. Regardons l'état du patient. Il est gravement atteint. Il a besoin des premiers soins d'urgence, de stabiliser sa santé. Avant de vouloir le rétablir en vitesse - «cela doit être possible en trois ans», selon Jack Lang, qui ne connaît pas l'état exact du patient et qui n'est pas médecin, ou d'envisager son avenir meilleur déjà¹⁹ ».

La moralisation du débat s'attaque aussi à l'indexation du temps de la restauration de la cathédrale sur celui des Jeux olympiques et paralympiques (JOP). Aux critiques formulées sur ce point en particulier par des élus d'extrême gauche (Alexis Corbière, Marie-Georges Buffet), s'ajoutent celles de plusieurs architectes. Dans une tribune publiée par *Le Figaro*, Marc Perelman dénonce la « confusion délibérée de l'art et du sport au profit de ce dernier », semée « par le détournement olympique de Notre-Dame et de nombre de monuments franciliens²⁰ ». Son confrère Feichtinger s'interroge de son côté sur les motivations implicites de cet empressement : « L'image de la France dans le monde pâlerait-elle si Notre-Dame en 2024 n'avait pas sa flèche ? L'absence de cette flèche signifierait-elle alors que la restauration est un échec²¹ ? ».

Les visuels dévoilés depuis fin 2021 par le comité d'organisation des JOP de 2024, montrent une Notre-Dame entièrement restaurée, flèche comprise, écartant ainsi, sans ambiguïté, l'hypothèse d'un chantier de restauration inachevé au moment de la cérémonie d'ouverture - contrairement à ce que prévoit l'Architecte en chef des monuments historiques en charge du chantier dès 2019. La volonté de gommer l'image d'un monument en ruines situé en plein cœur de la capitale dans la perspective d'un méga-événement, n'est pas sans rappeler celle qui anima, quelques années avant l'exposition universelle de 1878, le débat sur le sort des ruines du palais des Tuileries, incendié pendant la semaine sanglante de la Commune de Paris : il s'agissait alors d'effacer les stigmates d'une guerre civile et d'offrir aux visiteurs étrangers l'illusion d'une nation unie et pacifiée²².

Polémiques sur la loi d'exception et le cadre opérationnel du chantier

Le débat sur le réalisme du calendrier a conditionné et orienté tous les autres débats touchant d'une part, les moyens juridiques, administratifs et budgétaires affectés au chantier, et d'autre part, le parti de restauration et ses considérations techniques. Le projet de loi encadrant la conservation et la restauration de Notre-Dame est déposé à l'Assemblée nationale par Franck Riester le 24 avril 2019, soit moins de dix jours après l'incendie.

19. PERELMAN, Marc, « Sauvons Notre-Dame des Jeux Olympiques ! », *Le Figaro*, 3 juillet 2019. <https://www.lefigaro.fr/vox/culture/sauvons-notre-dame-des-jeux-olympiques-20190703> [Consulté le 31 mai 2022].

20. PERELMAN, Marc, « Sauvons Notre-Dame des Jeux Olympiques ! », *Le Figaro*, 3 juillet 2019. <https://www.lefigaro.fr/vox/culture/sauvons-notre-dame-des-jeux-olympiques-20190703> [Consulté le 31 mai 2022].

21. FEICHTINGER, Dietmar, « À Notre-Dame, Viollet-le-

Duc n'aurait pas reconstruit son œuvre », *Le Moniteur*, 24 août 2020. <https://www.lemoniteur.fr/article/a-notre-dame-viollet-le-duc-n-aurait-pas-reconstruit-son-uvre-dietmar-feichtinger.2100904> [Consulté le 31 mai 2022].

22. BASTOEN, Julien, « Faux et usages du faux. Quand le clonage architectural redécouvre ses origines : le cas du palais des Tuileries à Paris », dans FORGET, Célia (dir.), *Penser et pratiquer l'esprit du lieu*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2011, p. 71-84.



Le processus de discussion du projet de loi par les chambres parlementaires s'étale ensuite du 10 mai au 29 juillet 2019, date de sa promulgation par le président de la République²³. Pendant cette période, les médias traditionnels et les réseaux sociaux constituent un parlement populaire et informel où se dédoublent les discussions au-delà des hémicycles parlementaires. À l'inquiétude manifestée par les élus d'opposition s'ajoutent celles d'acteurs de la scène architecturale française, du monde universitaire et du secteur du patrimoine. La polémique se concentre principalement sur trois sujets : premièrement, la précipitation dans laquelle a été préparé le projet de loi, globalement perçue comme contradictoire avec l'avertissement présidentiel de ne pas se laisser prendre au "piège de la hâte"²⁴ ; deuxièmement, la perspective d'une habilitation du gouvernement à déroger si nécessaire à certaines règles en matière d'urbanisme, de commande publique, de préservation du patrimoine et de protection de l'environnement : en d'autres termes, la crainte du passage en force d'une loi d'exception conditionnée par le calendrier serré ; troisièmement, la création d'un établissement public ad hoc pour piloter le chantier.

Sur le second point, qui cristallise les tensions entre les deux chambres parlementaires²⁵, les inquiétudes exprimées notamment par l'Association des architectes du patrimoine concernent les risques d'un contournement des services publics les plus compétents en matière de patrimoine (le service des Monuments historiques), de la mise en place de marchés de type conception-réalisation pour le chantier de restauration, ou encore de la fragilisation d'un tissu entrepreneurial aux savoir-faire spécifiques et non délocalisables²⁶. Sur le troisième point, les critiques – notamment celles de l'historien de l'architecture Alexandre Gady – portent d'abord sur l'utilité et la légitimité d'une structure ad hoc quand certains opérateurs et établissements publics (OPPIC, DRAC, Centre des Monuments nationaux) possèdent déjà l'expérience et les compétences de maîtrise d'ouvrage indispensables à ce type d'opération²⁷.

La suite donne raison aux plus sceptiques. Plusieurs événements contribuent ainsi à ébranler la crédibilité de « l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris » : en premier lieu, la nomination à sa tête d'un général à la retraite, Jean-Louis

23. Voir le récapitulatif complet du processus sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201905/restauration_et_conservation_de_la_cathedrale_notre_dame_de_paris.html, et le texte définitif de la loi : <https://www.legifrance.gouv.fr/dossierlegislatif/JORFDOLE000038409522/> [Consultés le 31 mai 2022].

24. Voir *supra*.

25. LAROCHELLE, Jean-Jacques, « Désaccord profond entre l'Assemblée et le Sénat sur la reconstruction de Notre-Dame de Paris », *Le Monde*, 5 juin 2019. https://www.lemonde.fr/culture/article/2019/06/05/notre-dame-desaccord-profond-entre-l-assemblee-et-le-senat_5471717_3246.html [Consulté le 31 mai 2022].

26. DÉSALBRES, Rémi, « Restaurer Notre-Dame relève des compétences de spécialistes », *Le Monde*, 27 juin 2019. <https://www.lemoniteur.fr/article/restauration-notre-dame-releve-des-competences-de-specialistes-par-remi-desalbres-president-de-l-association-des-architectes-du-patrimoine.2043975> [Consulté le 31 mai 2022].

27. MOGHADDAM, Fiona, DUTHU, Catherine, « Notre-Dame : un projet de loi jugé bien trop politique », *radiofrance.fr*, 10 mai 2019. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/notre-dame-un-projet-de-loi-juge-bien-trop-politique-6168928> [Consulté le 31 mai 2022].





Georgelin, peu compétent sur les questions patrimoniales ; les tensions entre ce dernier et l'ACMH, symbolisées par la fameuse réplique « qu'il ferme sa gueule²⁸ ! » du premier adressée à distance au second, lors d'une audition devant le Sénat en novembre 2019 ; le rapport de la Cour des Comptes²⁹, qui épingle notamment le manque de transparence sur le budget de fonctionnement de l'établissement, financé par les dons et non porté sur des lignes budgétaires du ministère de la Culture, alors que la cathédrale appartient à l'État ; le lancement, en septembre 2020, d'un appel à compétences pour répertorier de potentiels prestataires intéressés par le chantier de restauration, incite certains médias spécialisés à dénoncer un amateurisme généralisé³⁰. Ces différentes polémiques ne semblent cependant pas avoir eu d'impact notable, ni sur le contenu du projet de loi – qui prévoit toujours un certain nombre de dérogations possibles aux règlements existants – ni sur le fonctionnement et la mission de la structure opérationnelle.

Polémique sur le principe du concours pour arbitrer le parti de restauration

Le débat sur le délai est indissociable de celui, bien plus clivant, sur l'annonce d'un concours international pour tenter de trancher entre l'option de la restauration inventive, ouvertement privilégiée par Emmanuel Macron, et celle de la restauration « à l'identique », autrement dit conforme au dernier état connu du monument. Le ministère de la Culture défend par la suite l'idée du concours, en arguant que l'intervention de Eugène Viollet-le-Duc sur le chantier de restauration de Notre-Dame avait été conditionnée à sa participation à un concours, celui de 1842, où il était associé à Jean-Baptiste Lassus. L'allocution présidentielle du 16 avril, suivie le lendemain par l'officialisation du principe d'un concours par le Premier ministre, ont immédiatement excité l'imagination des architectes du monde entier, et généré des débats passionnés qui ont largement dépassé le cercle des spécialistes du patrimoine, invitant y compris des architectes stars – pour certains peu habitués des controverses patrimoniales – à se positionner. Dans le camp des opposants, Benjamin Mouton, ACMH en charge de Notre-Dame jusqu'en 2013, se montre sceptique sur l'intérêt d'organiser un concours d'architecture pour arbitrer un problème aussi complexe :

28. Jean-Louis Georgelin réagissait alors au fait que l'ACMH était sorti de plusieurs fois de sa réserve en exprimant publiquement et ouvertement sa préférence pour une reconstruction à l'identique, alors que cette question ne devait pas être tranchée avant janvier 2020 au plus tôt. PIETRALUNGA, Cédric et LAROCHELLE, Jean-Jacques, « Notre-Dame de Paris : tollé politique après le dérapage du représentant d'Emmanuel Macron sur le chantier », *Le Monde*, 15 novembre 2019. https://www.lemonde.fr/culture/article/2019/11/15/tolle-politique-apres-le-derapage-du-representant-de-macron-sur-la-reconstruction-de-notre-dame-de-paris_6019233_3246.html [Consulté le 31 mai 2022].

29. Cour des Comptes, « La conservation et la restauration

de Notre-Dame de Paris », *op. cit.* BOMMELAER, Claire, « Notre-Dame de Paris : controverse sur l'utilisation des 825 millions d'euros de dons », *Le Figaro*, 30 septembre 2020, <https://www.lefigaro.fr/culture/notre-dame-un-chantier-sous-haute-surveillance-20200930> [Consulté le 31 mai 2022].

30. LERAY, Christophe, « Appel à compétences : pour Notre-Dame, des figurants mieux qu'au cinéma », *chroniques-architecture.fr*, 13 octobre 2020, <https://chroniques-architecture.com/appel-a-competences-pour-notre-dame/>.html, et le texte définitif de la loi <https://www.legifrance.gouv.fr/dossierlegislatif/JORFDOLE000038409522/> [Consultés le 31 mai 2022].



« Le risque, c'est qu'une telle prise de position relève de la posture. Souvent, lorsqu'un concours est lancé en lien avec un monument historique, le temps imparti est court et les architectes qui se présentent n'ont pas la possibilité d'étudier véritablement l'édifice, de le comprendre. Alors, pressés par la montre, ils se réfugient souvent derrière une posture qui est celle, spectaculaire, du contraste : faire surgir du contemporain dans l'ancien. Ce type de geste ne paraît pas toujours accompagné de la meilleure réflexion³¹ » .

Philippe Prost, architecte du patrimoine, amène le débat sur un autre plan, celui du risque d'ingérence étrangère et de dévalorisation des compétences nationales dans un tel projet :

« La dimension internationale de ce concours évoque la possibilité de retenir une équipe étrangère. Imaginerait-on un seul instant que des architectes français reconstruisent un temple japonais ou une église italienne sinistrés ? À ma connaissance, personne d'extérieur n'intervient sur le patrimoine religieux de ces deux pays³² » .

Partageant le point de vue de Roland Castro, l'un des architectes français les plus charismatiques³³, Denis Valode, cofondateur de la plus importante agence d'architecture française par son chiffre d'affaires, craint que le concours ne génère :

« un assaut d'originalité dont les choix vont paraître contestables, très rapidement. L'État commet sans doute une erreur en renonçant à un bâtiment qui faisait l'unanimité, en lançant quelque chose qui amènera nécessairement une polémique. Les architectes qui se précipitent me font penser à des « naufrageurs »³⁴ » .

De fait, dans les jours qui suivent l'incendie, les médias en ligne et les réseaux sociaux se font l'écho de dizaines de propositions spontanées d'anonymes et d'agences d'architecture plus

31. KAVAL, Allan, « La reconstruction de Notre-Dame de Paris sera un exercice d'humilité et de culture », *Le Monde*, 17 avril 2019. https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/04/17/des-milliers-d-epoques-vivent-harmonieusement-au-sein-de-notre-dame-de-paris_5451773_3224.html [Consulté le 31 mai 2022].

32. MONIER-VINARD, Bruno, « Concours pour Notre-Dame : «un Français reconstruirait-il un temple japonais ?» », *Le Point*, 3 mai 2019. https://www.lepoint.fr/societe/concours-pour-notre-dame-un-francais-reconstruirait-il-un-temple-japonais-03-05-2019-2310722_23.php [Consulté le 31 mai 2022].

33. LE MITOUARD, Éric, « Notre-Dame de Paris : trois architectes débattent de la reconstruction », *Le Parisien*, 26 avril 2019. [https://www.leparisien.fr/paris-75/notre-](https://www.leparisien.fr/paris-75/notre-dame-de-paris-trois-architectes-debattent-de-la-reconstruction-26-04-2019-8061225.php)

[dame-de-paris-trois-architectes-debattent-de-la-reconstruction-26-04-2019-8061225.php](https://www.leparisien.fr/paris-75/notre-dame-de-paris-trois-architectes-debattent-de-la-reconstruction-26-04-2019-8061225.php) [Consulté le 31 mai 2022].

34. MONIER-VINARD, Bruno, « Denis Valode : «Ayons le courage de reconstruire Notre-Dame à l'identique» », *Le Point*, 22 avril 2019. https://www.lepoint.fr/societe/denis-valode-ayons-le-courage-de-reconstruire-notre-dame-a-l-identique-22-04-2019-2308879_23.php [Consulté le 31 mai 2022].



ou moins célèbres, du studio slovaque Vizum Atelier aux agences d'envergure internationale comme Fuskas et Foster+Partners³⁵. Pour beaucoup d'agences d'architecture françaises et étrangères moins connues, l'annonce du concours représente une occasion inespérée d'accéder à la notoriété, voire de briser le plafond de verre de la commande publique de prestige. Chez cette catégorie d'acteurs de la scène architecturale, la volte-face du président quant au principe du concours, en juillet 2020, provoque une déception compréhensible, proportionnelle aux espoirs suscités³⁶. La décision de renoncer à la possibilité d'un « geste architectural contemporain » est même jugée par certains architectes comme « populiste » ou « réactionnaire »³⁷. Jean Nouvel, réagissant à ces déplorations dans une tribune publiée par *Le Monde*, s'interroge :

« La modernité aurait-elle pour but, encore et toujours, de détruire et d'oublier ? Certains l'ont cru au cours du XX^e siècle ! Pourtant on sait, aujourd'hui, que la modernité consiste aussi à "continuer l'histoire"³⁸ ».

Il s'aligne ainsi, à quelques mois d'intervalle, sur la dénonciation par Denis Valode et Jean Pistre d'une résurgence artificielle de la querelle des anciens et des modernes³⁹.

La controverse sur les matériaux en cas de restauration « à l'identique »

La question du choix des matériaux les plus adéquats pour la restauration provoque une sous-controverse qui se déploie dans les médias généralistes et spécialisés, aussi bien avant qu'après l'officialisation en juillet 2020 d'une restauration avec les matériaux d'origine. Cette controverse mobilise principalement l'expertise des membres de la communauté architecturale et scientifique, qui convoquent des arguments touchant à la fois la disponibilité des matériaux, leurs propriétés et leur mise en œuvre, mais aussi leur portée symbolique. Tout ce que l'hexagone compte d'architectes stars ou particulièrement médiatiques y contribue, préférentiellement sous la forme

35. Une sélection de ces propositions sont visibles dans LE MITOUARD, Eric, avec HENRY, Christine, « Notre-Dame : les dix projets fous pour la cathédrale de demain », *Le Parisien*, 3 mai 2019. <https://www.leparisien.fr/paris-75/notre-dame-les-dix-projets-fous-pour-la-cathedrale-de-demain-03-05-2019-8064864.php> [Consulté le 31 mai 2022].

36. CARPENTIER, Laurent et REGNIER, Isabelle, « L'heure n'est plus au geste architectural : Notre-Dame sera reconstruite à l'identique », *Le Monde*, 10 juillet 2020 https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/07/10/une-nouvelle-fleche-pour-notre-dame-la-fin-d-un-serpent-de-mer_6045773_3246.html [Consulté le 31 mai 2022]. 37. VAILLANT, Gaël, « Flèche de Notre-Dame : après l'abandon du concours, des architectes regrettent une décision «populiste» », *Le Journal du dimanche*, 9

juillet 2020. <https://www.lejdd.fr/Culture/fleche-de-notre-dame-apres-labandon-du-concours-les-architectes-regrettent-une-decision-populiste-3981167> [Consulté le 31 mai 2022].

38. NOUVEL, Jean, « Notre-Dame, l'architecture et l'amnésie », *Le Monde*, 10 août 2020. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/08/10/jean-nouvel-notre-dame-l-architecture-et-l-amnesie_6048556_3232.html [Consulté le 31 mai 2022].

39. GRÉCO, Bertrand, « Les architectes Denis Valode et Jean Pistre : «Notre-Dame doit être reconstruite exactement à l'identique !» », *Le Journal du dimanche* 21 avril 2019. <https://www.lejdd.fr/Societe/les-architectes-denis-valode-et-jean-pistre-notre-dame-doit-etre-reconstruite-exactement-a-lidentique-3894255> [Consulté le 31 mai 2022].





d'interviews individuelles ou croisées, voire de tribunes dans les grands quotidiens. Dans le champ architectural, parmi ceux qui préconisent le rétablissement des volumétries d'avant l'incendie, deux polarités se dessinent : l'une attachée à l'authenticité et à la réutilisation scrupuleuse des matériaux d'origine (pierre, bois, plomb), l'autre favorable à une introduction discrète de la modernité, par le recours aux matériaux industrialisés et aux technologies de pointe. Si les architectes du patrimoine se retrouvent sans surprise dans le premier camp, on observe une polarisation des architectes non spécialisés dans chacun des deux camps. Ainsi, Valode et Pistre expriment leur « complet désaccord avec [leurs] confrères Jean-Michel Wilmotte ou Dominique Perrault, qui veulent utiliser des matériaux de construction modernes, du métal, du béton, du titane⁴⁰ », ou encore du verre.

Pour Jean-Michel Wilmotte, l'utilisation de matériaux industrialisés se justifierait par leur moindre poids, par les délais très courts pour l'achèvement du chantier de restauration, mais encore par la possibilité d'obtenir des rendus comparables aux matériaux d'origine, en particulier dans le cas du titane, qui pourrait remplacer le plomb, très décrié. En effet, suivant les estimations des chercheurs du CNRS⁴², environ 460 tonnes de plomb couvrant les toitures de la nef et de la flèche ont fondu ou se sont volatilisées sous la forme d'un panache orangé visible pendant plusieurs heures dans le ciel de la capitale, suscitant des inquiétudes légitimes quant aux risques de surexposition et d'intoxication à court ou moyen terme. Si les études de toxicité menées depuis l'incendie vont dans le sens d'une minimisation de l'impact environnemental et sanitaire sur les environs immédiats et au-delà⁴³, les précautions prises pour décontaminer la cathédrale et ses abords, ainsi que pour limiter l'exposition des artisans et ouvriers aux particules polluantes dans le cadre des travaux de conservation du monument ont été particulièrement médiatisées. En révélant au grand public la présence de plomb dans la cathédrale – et dans d'autres édifices bien connus de la capitale, ce débat, pour l'historienne Judith Rainhorn :

« offre soudain une existence publique et médiatique au risque d'empoisonnement conséquent, risque qui s'échappe temporairement des sphères scientifiques où il était demeuré confiné [...] pour rejoindre la sphère publique et s'inviter dans les savoirs partagés par l'opinion et ses vecteurs (presse, représentation démocratique, associations)⁴⁴ ».

40. *Ibid.*

41. Propos de Rudy Ricciotti dans l'émission « C l'hebdo » du 25 avril 2019 sur France 5, cités par DARRIEUS, Margaux, « Reconstruire Notre-Dame : qu'en pensent les architectes ? », *AMC*, 25 mai 2019. <https://www.amc-archi.com/article/reconstruire-notre-dame-qu-en-pensent-les-architectes>, 10114 [Consulté le 31 mai 2022].

42. <https://www.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/notre-dame-premier-point-sur-lavancee-des-recherches>

43. Les résultats de l'étude menée par la cellule régionale de Santé Publique France et Centre Antipoison et de Toxicovigilance de Paris entre avril et décembre 2019 se veulent rassurants de ce point de vue : <https://www.santepubliquefrance.fr/presse/2021/surveillance-post-incendie-de-la-cathedrale-notre-dame-pas-d-augmentation-significative-des-plombemies-infantiles>.

44. RAINHORN, Judith, « Le plomb, le peintre et la flèche de Notre-Dame », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n°15-4, 202. <http://journals.openedition.org/inshs.bib.cnrs.fr/rac/25438> [Consulté le 31 mai 2022].





Au moment de la validation du recours aux matériaux d'origine pour la restauration, en juillet 2020, la polémique refait surface en raison des inquiétudes liées aux risques d'exposition de la population au plomb en cas de nouvel incendie, et ne semble toujours pas éteinte aujourd'hui. La presse se fait régulièrement l'écho des pétitions, plaintes et recours à l'initiative de plusieurs associations (Robin des Bois, Association des familles victimes de saturnisme), mais aussi des réserves émises par le Conseil et la maire de Paris, Anne Hidalgo, afin d'obtenir l'interdiction de l'usage du plomb en vertu du principe de précaution, au profit de matériaux alternatifs comme le cuivre⁴⁵.

Outre le plomb, le choix de restituer à l'identique les charpentes en bois de la nef et du chœur pose le double problème de l'approvisionnement et de l'impact écologique : « dans l'hypothèse d'une restitution de la charpente du XIII^e siècle », écrit Benjamin Mouton, « il faudra des bois longs comme on en trouve par exemple en forêt de Tronçais, dans l'Allier. Mais faut-il raser un tel patrimoine pour reconstruire un autre patrimoine⁴⁶ ? ». La perspective de l'abattage de 1000 à 2000 chênes centenaires issus de plusieurs forêts françaises, considérés comme des éléments de patrimoine naturel, suscite des pétitions dénonçant un écocide⁴⁷. Ces critiques sont balayées par le ministère de la Culture et le responsable de l'établissement public chargé de la restauration, qui se défendent de tout piratage et de toute atteinte patrimoniale, avec le soutien de l'Office national des forêts. Il existe pourtant une alternative, anticipée par Benjamin Mouton : « se rabattre sur des bois courts, mais cela implique des perspectives de charpentes différentes⁴⁸ ». C'est précisément l'option défendue par un autre architecte, Patrick Bouchain, lauréat du Grand Prix de l'Urbanisme en avril 2019 :

« J'organiserais la reconstruction sur le temps long, avec une charpente en bois, mais pas telle quelle était : on peut en faire un grand chantier-école pour apprendre à construire en consommant moins de bois, en utilisant des petits bois pauvres, et non pas des grands chênes⁴⁹ »

45. GONZAGUE, Arnaud, « Reconstruire Notre-Dame à l'identique est inconscient sur le plan sanitaire », *Nouvel Obs*, 14 juillet 2020. <https://www.nouvelobs.com/sante/20200714.OBS31184/reconstruire-notre-dame-a-l-identique-est-inconscient-sur-le-plan-sanitaire.html> [Consulté le 31 mai 2022].

46. M.-D.A, « Reconstruction de Notre-Dame : « Utiliser du métal ou du béton n'est pas la bonne décision », *Le Moniteur*, 17 avril 2019. <https://www.lemoniteur.fr/article/notre-dame-personne-a-ce-stade-ne-sait-si-la-structure-est-sauvee.2033845> [Consulté le 31 mai 2022].

47. BOMMELAER, Claire, « Une pétition dénonce la coupe des chênes pour reconstruire Notre-Dame de Paris », *Le Figaro*, 11 mars 2021. <https://www.lefigaro.fr/culture/une->

[petition-circule-pour-denoncer-la-coupe-des-chenes-pour-reconstruire-notre-dame-de-paris-20210311](#) [Consulté le 31 mai 2022].

48. M.-D.A, « Reconstruction de Notre-Dame : « Utiliser du métal ou du béton n'est pas la bonne décision » » *loc. cit.*

49. ALLIX, Grégoire, « Patrick Bouchain : « Il faut revenir à un urbanisme démocratique », *Le Monde*, 30 avril 2019. https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/04/30/patrick-bouchain-il-faut-revenir-a-un-urbanisme-democratique_5456599_3234.html [Consulté le 31 mai 2022].



Si la possibilité de modifier le dessin des charpentes a été envisagée par la Commission nationale du Patrimoine et de l'Architecture, la remise en question de l'utilisation des grands chênes demeure plus qu'incertaine... Cette revue très sommaire des controverses gigognes provoquées par les différents enjeux esthétiques et techniques de la restauration de Notre-Dame de Paris confirme le rôle essentiel des médias traditionnels, en particulier les presses généraliste (quotidiens nationaux et régionaux, magazines d'information) et spécialisée, dans leur médiatisation, et dans la mise en valeur des acteurs de la scène architecturale et patrimoniale. La plupart de ces controverses connaissent un pic d'intensité dans les jours qui suivent l'incendie, attisées par les déclarations présidentielles, puis sont ponctuellement réactivées par des événements marquants du dossier : discussion du projet de loi encadrant la restauration, abandon de l'idée du concours et validation du parti de restauration. L'étude montre également l'imbrication étroite de ces controverses, et leur lien avec d'autres polémiques préexistantes, comme le financement de la conservation des Monuments historiques, le manque de transparence de l'action publique, ou encore l'impact des méga-événements sur le patrimoine. Si elles n'aboutissent pas à une reconfiguration du champ de l'architecture en France, ces controverses, par leur ampleur inédite au XXI^e siècle, ont néanmoins replacé temporairement l'architecture et le patrimoine au centre de l'espace public. Elles consolident par ailleurs l'impression d'une confiscation de la parole par un nombre restreint d'architectes – majoritairement des hommes, dont la renommée est au moins nationale – de Roland Castro à Jean Nouvel, en passant par Rudy Ricciotti. Elles réactivent enfin l'éternelle querelle des anciens et des modernes, entre les tenants d'une restauration conforme aux doctrines patrimoniales en vigueur, et les partisans d'une vision décomplexée, inventive, de la restauration patrimoniale.



Fig. 2 – L'exposition en plein air sur le chantier de sécurisation et de consolidation de la cathédrale.
© Julien Bastoen, Juin 2022.



Résumé

Les 15 et 16 avril 2019, la toiture et la flèche de la cathédrale Notre-Dame de Paris sont ravagées par un incendie probablement lié à un problème électrique sur le chantier de restauration en cours. Alors qu'une mobilisation massive et indifférenciée commence à se nourrir d'un « mixte de déploration et d'accusation », l'allocution du Président Macron le lendemain du sinistre a pour effet de désamorcer le risque d'une judiciarisation des débats en brandissant l'argument imparable de l'union sacrée autour du chantier de restauration de la cathédrale. Les tentatives de moralisation du débat sont éclipsées par des controverses gigognes sur les implications esthétiques et techniques des délais annoncés (5 ans). Nous proposons d'analyser ces controverses architecturales médiatisées dans les presses généraliste et spécialisée françaises, en observant plus spécifiquement le positionnement des architectes.

Mots-clefs : Notre-Dame - Controverse - Restauration - Architectes - Monuments historiques

Abstract

On April 15 and 16, 2019, the roof and spire of the Notre Dame Cathedral in Paris were ravaged by a fire probably related to an electrical problem on the restoration site underway. While a massive and undifferentiated mobilization begins to feed on a «mixture of deploration and accusation», the speech of President Macron the day after the disaster has the effect of defusing the risk of a judicialization of the debates by brandishing the unstoppable argument of the sacred union around the restoration site of the cathedral. Attempts to moralize the debate are overshadowed by huge controversies on the aesthetic and technical implications of the announced deadlines (5 years). We propose to analyze these architectural controversies mediatized in the French generalist and specialized press, by observing more specifically the positioning of the architects.

Keywords: Notre-Dame - Controversy - Restoration -Architects - Historical buildings







transversale
histoire architecture paysage urbain
(création 2016)

Comité éditorial

Directeur de rédaction : Gilles-Antoine LANGLOIS, PR ENSA Paris-Val de Seine

Secrétaire de rédaction : Marie GAIMARD, MCF ENSA Normandie

Conseil scientifique - Comité de lecture

Laurence BASSIÈRES (MCF ENSA Paris La-Villette)

Fabien BELLAT (MCFA ENSA Paris Val-de-Seine)

Gauthier BOLLE (MCF ENSA Strasbourg)

Serge BRIFFAUD (PR ENSAP Bordeaux)

Laurence CHEVALLIER (MCF ENSAP Bordeaux)

Émilie D'ORGEIX (PR Ecole Pratique des Hautes Etudes)

Samuel DRAPEAU (MCF ENSAP Bordeaux)

Ammar ELOUEINI (PR New Orleans Tulane University)

Marie GAIMARD (MCF ENSA Paris Val-de-Seine)

Gwenn GAYET-KERGUIDUFF (IR EVCAU ENSA Paris Val-de-Seine)

Laurence GILLOT (MCF Université Libre de Bruxelles)

Jean-Pierre GUILHEMBET (PR Université de Paris)

Gilles-Antoine LANGLOIS (PR ENSA Paris Val-de-Seine)

Giulia MARINO (PR Université Catholique de Louvain)

Gilles RAGOT (PR Université Bordeaux-Montaigne)

Donato SEVERO (PR émérite ENSA Paris Val-de-Seine)

Publication

ENSA Paris Val-de-Seine - Philippe BACH, directeur

Unité de recherche EVCAU

Graphisme

Zineb BENNOUNA, Architecte DE.

ISSN : 2551-5071 (*transversale*/Paris)

